



# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

---

**ANNÉE 2019 – NUMÉRO 287 DU 26 NOVEMBRE 2019**

---

# TABLE DES MATIÈRES

## **CABINET DU PREFET SERVICE DE LA REPRESENTATION DE L ETAT**

Arrêté préfectoral du 22 novembre accordant récompense pour acte de courage et de dévouement

Arrêté préfectoral du 22 novembre accordant récompense pour acte de courage et de dévouement

## **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE LILLE**

Décision N°19-11-0952 du 21 novembre 2019 relative à la délégation de signature du directeur général pour le pôle psychiatrie, médecine légale et médecine en milieu pénitentiaire  
+ annexe

## **DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L EDUCATION NATIONALE DU NORD**

Arrêté du 21 novembre 2019 portant composition de la commission administrative paritaire départementale commune aux corps des instituteurs et professeurs des écoles

Annule et remplace le précédent arrêté en date du 18 septembre 2018

## **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER**

Arrêté du 20 septembre 2019 portant régulation des populations de grands cormorans (*phalacrocorax carbo sinensis*)

Autorisation individuelle de destruction par tir de specimens pour la campagne d'hivernage 2019-2020  
+ Annexes

Arrêté du 20 septembre 2019 portant régulation des populations de grands cormorans (*phalacrocorax carbo sinensis*)

Autorisation individuelle de destruction par tir de specimens pour la campagne d'hivernage 2019-2020

Arrêté du 20 septembre 2019 portant régulation des populations de grands cormorans (*phalacrocorax carbo sinensis*)

Autorisation individuelle de destruction par tir de specimens pour la campagne d'hivernage 2019-2020

## **CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE**

Délibération N°AUT-N1-2019-09-12-00104985 portant refus de délivrance d'une autorisation d'exercer une activité privée de sécurité à :  
GROUP COR à SIN LE NOBLE

En date du 19 septembre 2019

PREFET DU NORD

Cabinet du préfet

Service de la  
représentation de l'État

Bureau du protocole, des  
visites officielles et des  
distinctions honorifiques

Réf. : Cab – F19M0656

**Arrêté préfectoral accordant récompense pour acte de courage et de dévouement**

Le préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le décret du 16 novembre 1901, modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

Vu le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée ;

Vu le décret du président de la République du 21 avril 2016 portant nomination de M. Michel LALANDE, en qualité de préfet de la région Nord - Pas-de-Calais Picardie, préfet du Nord ;

Considérant que M. Nicolas FAVA, caporal de sapeur pompier professionnel, a contribué au sauvetage de deux victimes d'une intoxication au monoxyde de carbone, le 12 avril 2019, à Roubaix

Sur proposition du directeur de cabinet,

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> - La lettre de félicitations pour acte de courage et de dévouement est décernée à M. Nicolas FAVA.

Article 2 - Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Lille, le 22 novembre 2019

Michel LALANDE

PREFET DU NORD

Cabinet du préfet

Service de la  
représentation de l'État

Bureau du protocole, des  
visites officielles et des  
distinctions honorifiques

Réf. : Cab – F19M0655

**Arrêté préfectoral accordant récompense pour acte de courage et de dévouement**

---

Le préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le décret du 16 novembre 1901, modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

Vu le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée ;

Vu le décret du président de la République du 21 avril 2016 portant nomination de M. Michel LALANDE, en qualité de préfet de la région Nord - Pas-de-Calais Picardie, préfet du Nord ;

Considérant que M. Benoît TOURLOUSE, sergent chef de sapeur pompier professionnel, a porté secours à deux victimes d'une intoxication au monoxyde de carbone, le 12 avril 2019, à Roubaix

Sur proposition du directeur de cabinet,

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> - La médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à M. Benoît TOURLOUSE.

Article 2 - Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Lille, le 22 novembre 2019

Michel LALANDE

19	11	0952
----	----	------

## DECISION

### RELATIVE A LA DELEGATION DE SIGNATURE DU DIRECTEUR GENERAL POUR LE POLE PSYCHIATRIE, MEDECINE LEGALE ET MEDECINE EN MILIEU PENITENTIAIRE

#### LE DIRECTEUR GENERAL DU CHU DE LILLE,

*Chevalier de la Légion d'Honneur*

**Vu** le Code de la Santé Publique, notamment son livre premier, titre IV, sixième partie, et son article L6143-7, relatif à la délégation de signature du Directeur d'Etablissement ;

**Vu** les articles D6143-33 à D6143-35 du Code de la Santé Publique relatifs à la délégation de signatures des directeurs d'établissements publics de santé ;

**Vu** le décret de M. le Président de la République, en date du 9 mai 2017 portant nomination de M. Frédéric BOIRON en qualité de directeur général du CHU de Lille à compter du 15 mai 2017 ;

#### DECIDE :

#### ARTICLE 1 : OBJET

La présente décision précise les modalités de délégation de signature de M. Frédéric BOIRON, Directeur général du CHU de Lille, concernant le pôle de psychiatrie, médecine légale et médecine en milieu pénitentiaire.

Elle annule et remplace les précédentes décisions relatives au même domaine, et notamment la décision N°19-06-0459 du 3 juin 2019.

S'agissant d'une délégation de signature, le directeur général peut évoquer toute affaire relevant des matières déléguées et les délégataires peuvent également soumettre au directeur général tout dossier, relevant de leur domaine délégué, qui nécessiterait à leurs yeux un examen spécifique.

En cas d'absence des délégataires, les services du pôle de psychiatrie, médecine légale et médecine en milieu pénitentiaire peuvent soumettre une décision urgente à la signature du directeur général.

A leur initiative, les délégataires tiennent le directeur général informé des actes, signés dans le cadre de la présente délégation, qui justifient d'être portés à sa connaissance.

## ARTICLE 2 : DELEGATAIRES

M. Samy BAYOD, directeur du pôle de psychiatrie, médecine légale et médecine en milieu pénitentiaire  
M. Julien WAJEROWSKI, cadre gestionnaire  
Mme Virginie SION, cadre gestionnaire  
Mme Nadia HAZZEM, chargée des affaires générales  
Mme Angélique DEMAN, cadre supérieur de santé  
Mme Nathalie VANHEMS, cadre supérieur de santé  
M. Mehdi BOUADJAMA, cadre supérieur de santé  
Mme Véronique AUTRICQUE, cadre de santé  
M. Corentin BARTKOWIAK, cadre de santé  
Mme Francine COMERE, cadre de santé  
Mme Catherine DEMATTEO, cadre de santé  
Mme Marie DIEVART, cadre de santé  
Mme Evelyne EGRET, cadre de santé  
Mme Claudie ETIENNE, cadre de santé  
Mme Hassiba GRODZKI, cadre de santé  
Mme Ingrid HIGUERAS DIAZ, cadre de santé  
Mme Aurélie HUREZ, cadre de santé  
Mme Corinne LECONTE, cadre de santé  
Mme Farida LEFRANC, cadre de santé  
M. Philippe LENGREND, cadre de santé  
M. Jean Luc MADOUX, cadre de santé  
Mme Jamila OGAB, cadre de santé  
Mme Nathalie RIGBOURG, cadre de santé  
Mme Anne Sophie TALBOT, cadre de santé  
Mme Béatrice VANHOVE, faisant fonction de cadre de santé  
M. Eric WIMETZ, cadre de santé

## ARTICLE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES AU POLE DE PSYCHIATRIE, MEDECINE LEGALE ET MEDECINE EN MILIEU PENITENTIAIRE DANS SON ENSEMBLE

### ARTICLE 3-1 : DISPOSITIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES POLES

M. Samy BAYOD reçoit délégation permanente de signature pour tous les actes, documents ou correspondances en vue d'assurer la continuité des activités administratives du pôle de psychiatrie, médecine légale et médecine en milieu pénitentiaire et notamment :

- Les courriers de réponses aux plaintes et mécontentements formalisés par les usagers, hors ceux pour lesquels le directeur général a expressément sollicité une réponse à sa signature ;
- Les décisions de permission de sortie des patients, sur avis favorable du médecin chef de service dans les conditions prévues à l'article R1112-56 du Code de la Santé Publique ;
- Les demandes d'interrogation du registre national des refus dans le respect des dispositions de l'article R132-11 du Code de la Santé Publique ;
- Les autorisations administratives de transfert de patients induisant un accompagnement d'un professionnel de l'établissement ;
- Les conventions de stage que la durée ne soumet pas à une obligation de gratification dans les conditions prévues par loi du 10 juillet 2014 et le décret n°2014-1420 du 27 novembre 2014.

M. Samy BAYOD reçoit délégation permanente de signature pour :

- Les décisions d'emploi à temps partiel ;
- Les décisions de renouvellement d'emploi à temps partiel ;
- Les décisions d'emploi à temps plein suite à un temps partiel ;
- Les décisions d'assignation nécessaires pour assurer le service minimum en cas de grève.

**M. Samy BAYOD** reçoit délégation permanente de signature pour les ordres de missions de l'ensemble des personnels du pôle dont les personnels hospitalo-universitaires pour des déplacements motivés par une activité hospitalière, à l'exclusion des ordres de mission des membres du directoire, du bureau de la CME, des missions à l'étranger et des missions en France de plus de 4 jours..

**M. Samy BAYOD** reçoit délégation permanente de signature pour tous les actes, documents ou correspondances en vue d'assurer, au sein du pôle, les pouvoirs de police générale notamment prévus à l'article L 6143-7 du Code de la Santé Publique et plus particulièrement :

- Les décisions de limitation du droit de visite pour des motifs non médicaux tels que prévus à l'article R.1112-47 du Code de la Santé Publique, notamment lorsque l'attitude d'un visiteur n'est pas conforme aux dispositions du règlement intérieur de l'établissement et qu'elle est de nature soit à troubler le repos des malades, soit à mettre en péril la sécurité des soins, soit à gêner le bon fonctionnement des services ;
- Les décisions de sortie ou de transfert d'un patient par mesure disciplinaire, avec l'accord du médecin chef de service, telles que prévues notamment à l'article R.1112-49 du Code de la Santé Publique et à l'article 136 du Règlement Intérieur du CHU de Lille.

**M. Samy BAYOD** reçoit délégation permanente de signature pour la passation de conventions et avenants engageant le pôle - hors partenariats et coopérations institutionnelles (GHT, GCS, GIP, établissements de santé nationaux ou étrangers) – sans flux financier ou avec un flux financier inférieur à 25 000 € hors taxes.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Samy BAYOD**, délégation est donnée au directeur assurant l'intérim, conformément au tableau des absences tenu par la direction générale, pour l'ensemble des actes, documents ou correspondances listés ci-dessus.

En cas d'empêchement de M. Samy BAYOD, M. WAJEROWSKI Julien, Mme Virginie SION, cadres gestionnaires, Mme Nadia HAZZEM, chargée des affaires générales, Mme Angélique DEMAN, Mme Nathalie VANHEMS, M. Mehdi BOUADJAMA, cadres supérieurs de santé, ont délégation de signature à l'effet de signer :

- Les décisions de permission de sortie des patients, sur avis favorable du médecin chef de service dans les conditions prévues à l'article R1112-56 du Code de la Santé Publique ;
- Les demandes d'interrogation du registre national des refus dans le respect des dispositions de l'article R132-11 du Code de la Santé Publique.

#### **ARTICLE 3-2 : DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU POLE DE PSYCHIATRIE, MEDECINE LEGALE ET MEDECINE EN MILIEU PENITENTIAIRE**

M. Samy BAYOD reçoit délégation permanente de signature pour tous les actes, documents ou correspondances en vue d'assurer la continuité des activités administratives du pôle de psychiatrie, médecine légale et médecine en milieu pénitentiaire et notamment tous les actes relatifs à l'admission et à la prise en charge des patients en soins psychiatriques et d'accomplir l'ensemble des formalités y afférentes notamment :

- Les décisions prononçant l'admission des patients en soins psychiatriques, maintenant les soins psychiatriques sous contrainte ou prononçant la levée de telles mesures en application des articles L. 3212-1 à L. 3212-9 du code de la santé publique ;
- La tenue du registre prévu par l'article L. 3212-11 du code de la santé publique et la transmission des pièces prévues notamment par les articles L. 3212-5, L. 3212-7, L. 3213-1 et L. 3213-3 du code de la santé publique ;
- Les requêtes en vue de la saisine du juge des libertés et de la détention prévues par les articles L. 3211-12-1 du code de la santé publique ;
- Les décisions accordant une permission de sortie en application de l'article L. 3211-1-1 du code de la santé publique ;
- La désignation et la convocation du collège prévu par l'article L. 3211-9 du code de la santé publique ;



- Les bulletins d'entrée des patients à l'UHSA.

M. Samy BAYOD reçoit en outre délégation de signature pour les conventions de stage des psychologues.

En cas d'empêchement de M. Samy BAYOD, M. Julien WAJEROWSKI, Mme Virginie SION, cadres gestionnaires, Mme Nadia HAZZEM, chargée des affaires générales, Mme Angélique DEMAN ou Mme Nathalie VANHEMS, M. Mehdi BOUADJAMA, cadres supérieurs de santé, ont délégation de signature pour l'ensemble des actes mentionnés au présent article 3-2 à l'exclusion des conventions de stage des psychologues.

Mme Véronique AUTRICQUE, M. Corentin BARTKOWIAK, Mme Francine COMERE, Mme Catherine DEMATTEO, Mme Marie DIEVART, Mme Evelyne EGRET, Mme Claudie ETIENNE, Mme Hassiba GRODZKI, Mme Ingrid HIGUERAS DIAZ, Mme Aurélie HUREZ, Mme Corinne LECONTE, Mme Farida LEFRANC, M. Philippe LENGREND, M. Jean Luc MADOUX, Mme Jamila OGAB, Mme Nathalie RIGBOURG, Mme Anne Sophie TALBOT, M. Eric WIMETZ, cadres de santé et Mme Beatrice VANHOVE, faisant fonction de cadre de santé, ont délégation de signature à l'effet de signer les bulletins d'entrée des patients à l'UHSA.

#### ARTICLE 4 : DISPOSITIONS EXCLUES DE LA DELEGATION

Sont par ailleurs exclus de la présente délégation les actes généralement réservés à la signature du Directeur général lorsqu'ils engagent institutionnellement le CHU dans ses relations avec :

- les autorités gouvernementales, les autorités administratives et judiciaires, les membres du corps préfectoral, les élus locaux et nationaux, les autorités universitaires, les directeurs généraux des CHU et directeurs des établissements hospitaliers pivots ;
- les présidents des instances du CHU et des autres établissements (Conseil de surveillance, Commission médicale d'établissement) ;
- les secrétaires généraux nationaux des organisations syndicales représentatives ;
- la presse écrite, audiovisuelle et internet.

#### ARTICLE 5 : DEPOT DES SIGNATURES

Les signatures ou les paraphes des délégataires cités dans la présente décision sont joints en annexe.

#### ARTICLE 6 : EFFET ET PUBLICITE

La présente délégation est notifiée aux délégataires et fait l'objet d'une transmission aux directions et départements du CHU de Lille.

Elle sera portée à la connaissance du Conseil de surveillance et transmise à M. le Comptable du Centre Hospitalier Universitaire de Lille.

Elle sera portée à la connaissance du public par tout moyen, publiée sur le site internet du CHU et transmise à M. le Préfet du Nord pour publication au recueil des actes administratifs du Département.



Fait à LILLE, le 21 novembre 2019




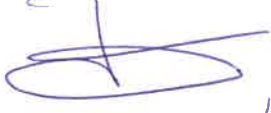


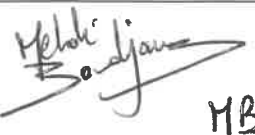

Frédéric BOIRON  
Directeur Général


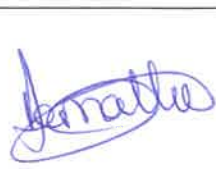
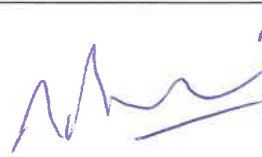



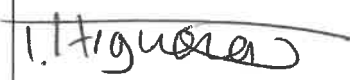

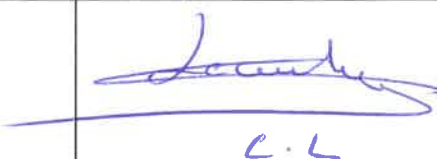








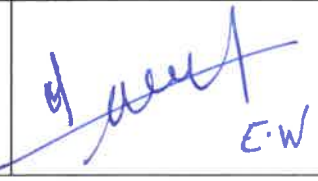
# ANNEXE A LA DECISION

## RELATIVE A LA DELEGATION DE SIGNATURES DU POLE DE PSYCHIATRIE, MEDECINE LEGALE ET MEDECINE EN MILIEU PENITENTIAIRE

Liste des personnes habilitées à signer

NOM	FONCTION	SIGNATURE ET PARAPHE
M. Samy BAYOD	Directeur de pôle	 SB
M. Julien WAJEROWSKI	Cadre gestionnaire	 J.W.
Mme Virginie SION	Cadre gestionnaire	 V.S.
Mme Nadia HAZZEM	Chargée des affaires générales	 NH
Mme Angélique DEMAN	Cadre supérieur de santé	 A.D.
Mme Nathalie VANHEMS	Cadre supérieur de santé	 N.V.
Mr Mehdi BOUADJAMA	Cadre supérieur de santé	 MB
Mme Véronique AUTRICQUE	Cadre de santé	 V.A.

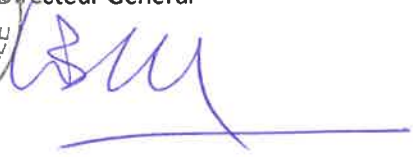
NOM	FONCTION	SIGNATURE ET PARAPHE
<b>M. Corentin BARTKOWIAK</b>	Cadre de santé	 CB
<b>Mme Francine COMERE</b>	Cadre de santé	
<b>Mme Catherine DEMATTEO</b>	Cadre de santé	 cm
<b>Mme Marie DIEVART</b>	Cadre de Santé	 MD
<b>Mme Evelyne EGRET</b>	Cadre de santé	 EE
<b>Mme Claudie ETIENNE</b>	Cadre de santé	 CE
<b>Mme Hassiba GRODZKI</b>	Cadre de santé	 HG
<b>Mme Ingrid HIGUERAS DIAZ</b>	Cadre de santé	 IH.
<b>Mme Aurélie HUREZ</b>	Cadre de santé	
<b>Mme Corinne LECONTE</b>	Cadre de santé	 C.L

NOM	FONCTION	SIGNATURE ET PARAPHE
Mme Farida LEFRANC	Cadre de santé	 F.L.
M. Philippe LENGRAND	Cadre de santé	 P.L.
M. Jean Luc MADOUX	Cadre de santé	 J.M.
Mme Jamila OGAB	Cadre de santé	 J.O.
Mme Nathalie RIGBOURG	Cadre de santé	 N.R.
Mme Anne Sophie TALBOT	Cadre de santé	 A.S.
Mme Béatrice VANHOVE	Faisant fonction de cadre de santé	
M. Eric WIMETZ	Cadre de santé	 E.W.

Lille, le 21 NOV. 2019



Frédéric BOIRON  
Directeur Général



***DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX  
DE L'EDUCATION NATIONALE DU NORD***

***LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE LILLE***

- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat
- VU le décret n° 90-680 du 1<sup>er</sup> août 1990 relatif au statut particulier des professeurs des écoles
- VU le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires
- VU le décret n° 90-770 du 31 août 1990 modifié relatif aux commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles
- VU le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat
- VU l'arrêté du 17 juillet 2018 relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet des personnels relevant du ministre de l'éducation nationale et de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation pour l'élection des représentants des personnels aux comités techniques, aux commissions administratives paritaires, aux commissions consultatives paritaires, au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et aux commissions consultatives mixtes pour les élections professionnelles fixées du 29 novembre 2018 au 6 décembre 2018
- VU l'arrêté rectoral du 18 septembre 2018 relatif à la composition des commissions administratives paritaires départementales uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles dans le ressort de l'Académie de Lille
- VU le procès-verbal du 6 décembre 2018 établi à l'issue des opérations de dépouillement des votes exprimés lors du scrutin du 29 novembre au 6 décembre 2018



# ARRETE

**ARTICLE 1 :** La composition de la commission administrative paritaire départementale commune aux corps des instituteurs et professeurs des écoles est arrêtée comme suit :

## **Représentants de l'administration :**

### **TITULAIRES**

- 1) Jean-Yves BESSOL, Inspecteur d'Académie, Directeur académique des services départementaux de l'Education nationale du Nord
- 2) Nathalie MALABRE, Directrice académique adjointe
- 3) Stéphane LEFEVRE, Secrétaire général adjoint
- 4) Olivier GRAFF, Adjoint 1<sup>er</sup> degré au Directeur Académique
- 5) Reinold MASURE, Inspecteur de l'Education nationale, LILLE ASH
- 6) Jean-Pierre MOLLIERE, Inspecteur de l'Education nationale, ROUBAIX/WATTRELOS
- 7) Christine VALLIN, Inspectrice de l'Education nationale, DOUAI/CUINCY
- 8) Catherine DE REVIERE, Inspectrice de l'Education nationale, VALENCIENNES/ANZIN
- 9) Nathalie LEMAIRE, Inspectrice de l'Education nationale, TOURCOING/OUEST
- 10) Dominique GRASSET-LAVOISY, Inspectrice de l'Education nationale, DOUAI/WAZIERS

### **SUPPLEANTS**

- 1) Sarah MAURICE, Secrétaire générale du service départemental de l'Education nationale du Nord
- 2) Nicolas FELD-GROOTEN, Directeur académique adjoint
- 3) Sylvie UGLIANICA, Inspectrice de l'Education nationale, VALENCIENNES/SAINT-AMAND
- 4) Franck BRETON, Inspecteur de l'Education nationale, DUNKERQUE/SAINT-POL
- 5) Vincent LOGEON, Inspecteur de l'Education nationale, DOUAI/CAMBRAI ASH
- 6) Stéphane DUBOIS, Inspecteur de l'Education nationale, ROUBAIX/WASQUEHAL
- 7) Joël CORSEAU, Inspecteur de l'Education nationale, DOUAI /CANTIN
- 8) Patricia WALLYN, Inspectrice de l'Education nationale, DUNKERQUE/CENTRE
- 9) Virginie SOUFFLET, Inspectrice de l'Education nationale, LILLE3/WATTIGNIES
- 10) Laurence DEMAILLY, Inspectrice de l'Education nationale, VALENCIENNES/DENAIN

**Représentants du personnel :**

**TITULAIRES**

**Corps des professeurs des écoles : classe exceptionnelle**

MARTIN Philippe

**Corps des professeurs des écoles : hors classe**

LABY Maryvonne

**Corps des professeurs des écoles : classe normale**

- 1) BOITE Jérémy
- 2) BODERE Jennifer
- 3) GUILLAUME Betty
- 4) DEPESTEL Annabelle
- 5) RAIMUNDO Alice
- 6) ENJALBERT Marc
- 7) OTTIN Faustine
- 8) FOUCAUT Quentin

**SUPPLEANTS**

**Corps des professeurs des écoles : classe exceptionnelle**

GUIFFARD Olivier

**Corps des professeurs des écoles : hors classe**

VIEU Catherine

**Corps des professeurs des écoles : classe normale**

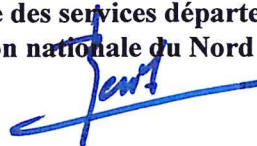
- 1) VAN CEULEBROECK David
- 2) LESPAGNOL Florence
- 3) ZEBODJ Aude
- 4) FOSSURIER Alexandra
- 5) SNAET Domitille
- 6) MAHE Baptiste
- 7) TOURNAY Elsa
- 8) COUVREUR Véronique

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté modifie et remplace l'arrêté en date du 18 septembre 2018.

**ARTICLE 3** : La Secrétaire générale du service départemental de l'Education nationale du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté.

À Lille, le 21 novembre 2019

Pour la Rectrice, et par délégation,  
L'Inspecteur d'Académie,  
Directeur Académique des services départementaux  
de l'Education nationale du Nord



Jean-Yves BESSOL



PRÉFET DU NORD

Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer  
Service Eau Environnement

**Arrêté de régulation des populations de grands cormorans (*phalacrocorax carbo sinensis*)  
Autorisation individuelle de destruction par tir de spécimens pour la campagne d'hivernage  
2019-2020**

-----  
Le préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Nord  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive européenne 79/409/CEE du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-1, L.411-2 et L.431-6 et R.411-1 à R.411-14 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel LALANDE, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 avril 1981 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2010 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*phalacrocorax carbo sinensis*) et notamment son article 13 fixant les conditions spécifiques pour la mise en œuvre des opérations complémentaires de destruction par tir ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2019 fixant les quotas départementaux dans les limites desquelles des dérogations aux interventions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*phalacrocorax carbo sinensis*) pour la période 2019-2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 modifié portant délégation de signature à Madame Violaine DÉMARET, secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2014 modifié portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018 portant création réserve temporaires de pêche pour la période 2018-2022 ;

Vu le compte rendu du groupe de travail chargé d'examiner la situation des populations de certaines espèces d'oiseaux en date du 15 mai 2019 ;

Vu le compte-rendu de régulation des populations de grands cormorans rédigé par la Fédération du Nord pour la pêche reçue le 16 mai 2019 ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au grand cormoran (*phalacrocorax carbo sinensis*) sur les piscicultures en étangs ;

Considérant que les prélèvements de poissons par les cormorans sur des sites de frayères restaurées sont de nature à annuler les investissements en faveur des populations de poissons menacés ou vulnérables ;



Considérant que la grande vulnérabilité des espèces piscicoles pendant les opérations d'alevinage ou de vidange réalisées entre le 29 février 2020 et le 30 avril 2020 justifie une prolongation de la période de tir ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer et de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture du Nord ;

## **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> - Monsieur le Président de la Fédération du Nord de pêche et de protection du milieu aquatique est autorisé à détruire par tir des spécimens de grand cormoran pour la campagne 2019-2020 ;

Article 2 - Le nombre maximum d'oiseaux pouvant être prélevés est de **100** dont :

- 70 sur les étangs mentionnés en article 5
- 30 sur les frayères mentionnées en article 6

Article 3 - La présente autorisation est délivrée en application des dispositions prévues par l'arrêté du 26 novembre 2010 fixant les modalités de mise en œuvre du plan de gestion du grand cormoran (*phalacrocorax carbo sinensis*) et le volume maximal de prélèvements autorisés pour le département du Nord pour la campagne d'hivernage 2019-2020.

Article 4 - Sur proposition de Monsieur le Président de la Fédération du Nord de pêche et protection du milieu aquatique, messieurs Julien BRUYERE, Loïc DESJARDIN Emmanuel PETIT, Vincent COEVOET, Daniel SKIERSKI et Rudy VINS sont autorisés à procéder aux tirs de destruction pour la campagne 2019-2020.

Article 5 - Des opérations de régulation sont autorisées sur les étangs de production piscicole suivants, et sur les eaux libres périphériques, à savoir :

- Etang de la Forge : commune de GLAGEON
- Etang de la commune de MAROILLES
- Etang du Pont de Sains, commune de SAINS DU NORD
- Etang Vanwissen, commune de EPPE SAUVAGE

Article 6 - Des opérations de régulation sont également autorisées sur les sites des frayères restaurées suivantes (cf. cartes en annexe 1) :

- Réserve de la frayère de ERQUINGHEM-LYS (parcelles section ZA, numéros 0024-0025-0026-0041) ;
- Réserve de la frayère du Petit Milourd à ANOR (parcelle E 0301) ;
- Réserve de la frayère de MARPENT (parcelles section AC, numéros 337-333-331-329-327-325-323-187-186-346) ;
- Réserve de la frayère des Marpiniaux à BOUSSOIS (parcelle AE 0353).

Article 7 - Période autorisée pour les interventions.

Pour les étangs de production piscicole mentionnés en article 5, les tirs pourront être effectués à partir de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 30 avril 2020 par les personnes listées à l'article 4.

Pour les quatre réserves de frayères mentionnées en article 6, les tirs pourront être effectués à partir de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 29 février 2020 par les personnes listées à l'article 4. Des tirs complémentaires pourront également être effectués sous la responsabilité du lieutenant de louveterie territorialement compétent ou de son suppléant à partir du 1<sup>er</sup> mars 2020 jusqu'au 30 juin 2020 qui pourra être accompagné par les personnes désignées par Monsieur le Président de la Fédération du Nord de pêche et protection du milieu aquatique. Les cormorans tirés par les lieutenants de louveterie, ses suppléants et les personnes désignées par Monsieur le Président de la Fédération du Nord de pêche et protection du milieu aquatique sont comptés dans le quota attribué pour les quatre frayères.

Les tirs ne pourront être réalisés qu'en journée, soit durant la période comprise entre l'heure précédant le lever du soleil et l'heure suivant le coucher du soleil.

Les tirs seront suspendus une semaine avant la date du dénombrement national du grand cormoran et autres oiseaux d'eau.

L'utilisation d'effaroucheur sonore à l'aide de canon à gaz est interdit au cours du mois d'avril.

Article 8 - Les tirs pourront être réalisés jusqu'à 100 mètres des rives du plan d'eau, à l'exclusion des cours d'eau ou canaux.

Les tireurs devront être munis de leur permis de chasser dûment validé pour le lieu et le temps et être vêtus d'un gilet fluorescent.

Les tireurs devront respecter les règles générales de la police de la chasse, y compris l'interdiction de l'emploi de la grenaille de plomb dans les zones humides.

Pour les frayères de MARPENT et de BOISSOIS, une signalisation indiquant « chasse en cours » ou « chasse à tir » devra être posée à proximité des zones de tir. Les tirs devront, prioritairement, être fichants et ne devront pas être en direction du canal. Le tir au vol est possible à condition qu'il soit sécuritaire tout en respectant certains angles en fonction des contraintes riveraines.

Les services des Voies Navigables de France (VNF) devront être prévenus minimum trois jours ouvrables avant les jours de tir.

Article 9 - La présente autorisation doit être présentée à toute réquisition des services de contrôle ; elle peut être retirée en cas de non-respect des conditions imposées pour son utilisation ou dans le cas où le quota cité à l'article 2 a été atteint.

Article 10 - Les bénéficiaires établiront un compte rendu provisoire d'exécution qui précisera le ou les lieux ainsi que le nombre d'oiseaux détruits au 30 avril 2020.

Les bagues récupérées sur les oiseaux tirés seront adressées au directeur départemental des territoires et de la mer du Nord.

Article 11 - Les comptes rendus cités à l'article 10 du présent arrêté devront être transmis à la direction départementale des territoires et de la mer du Nord pour le 1<sup>er</sup> juillet 2020, à défaut, il ne pourra être délivré de nouvelle autorisation pour l'année suivante.

Article 12 - Le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord, la secrétaire générale de la préfecture du Nord, le chef du service départemental Nord de l'agence française de la biodiversité, le chef du service départemental Nord de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, les lieutenants de l'ouvèterie territorialement compétent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de la fédération du Nord de pêche et protection des milieux aquatiques et dont copie sera adressée pour information au Sous-Préfet d'AVESNES-SUR-HELPE ainsi qu'aux membres du comité départemental de suivi chargé d'examiner la situation des populations de grands cormorans. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 20 SEP. 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale

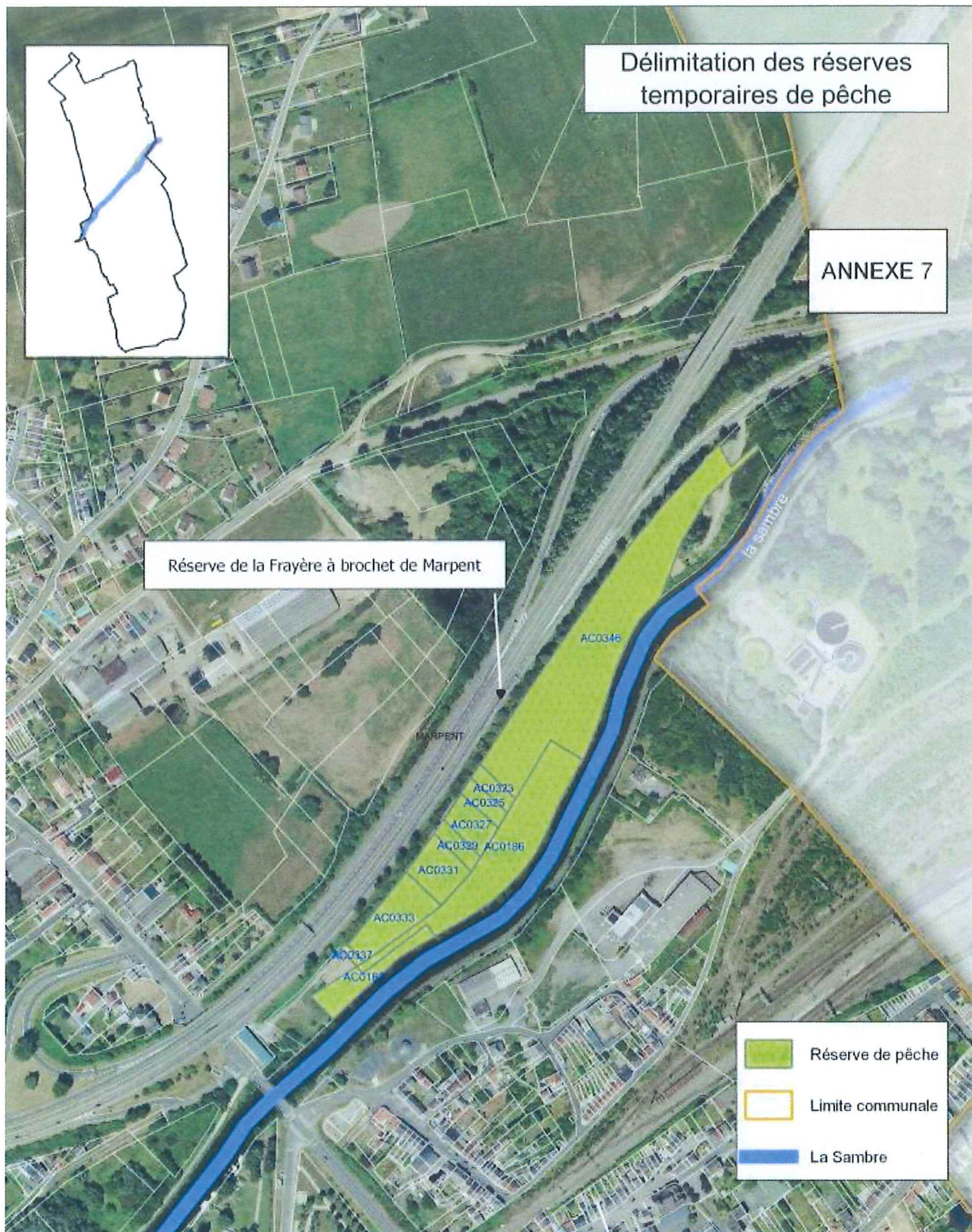
Violaine DÉMARET



**Annexe 1**

**Frayère dite de MARPENT**

Violaine DÉMARET





Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale

~~Violaine~~ DÉMARET

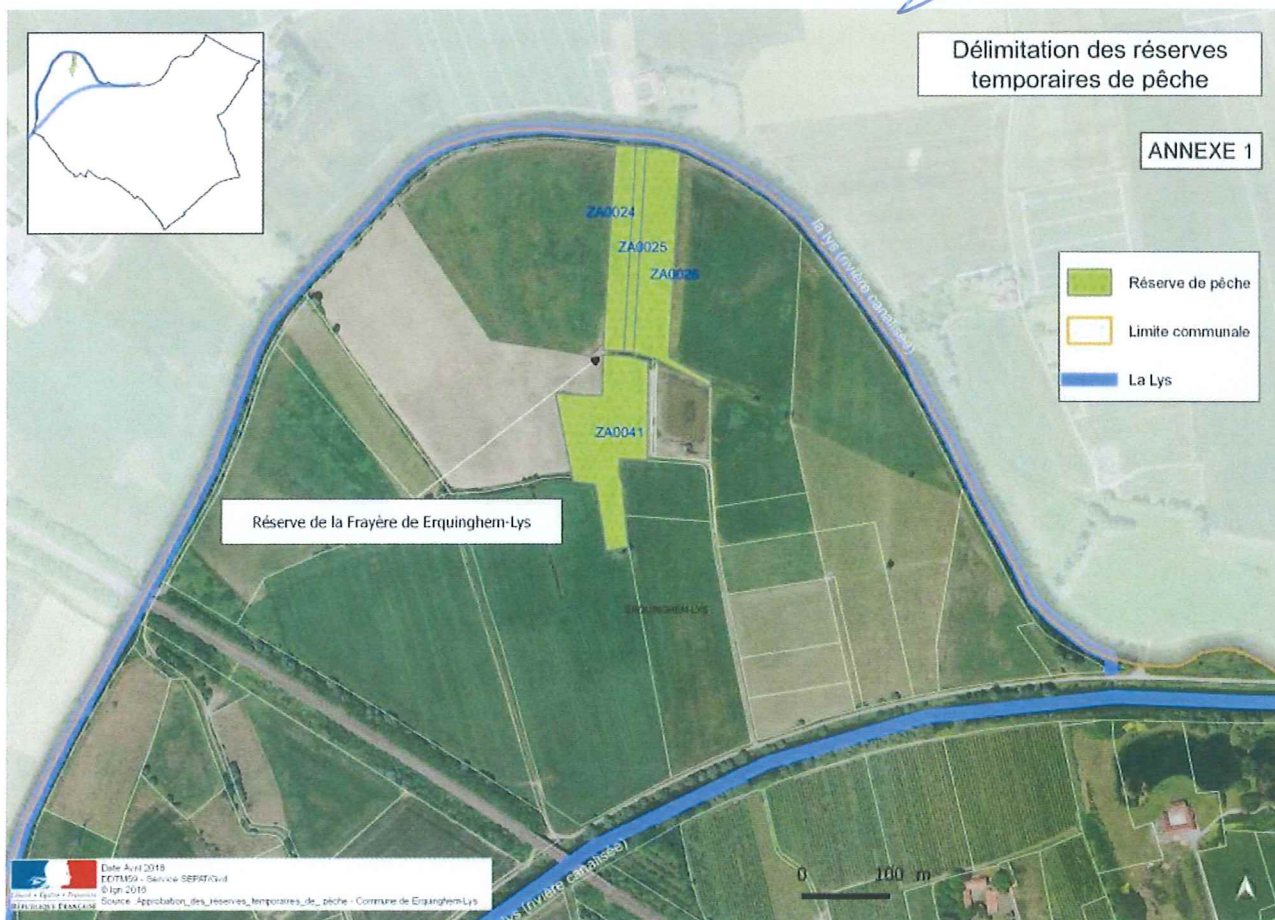


VU POUR ETRE ANNEXE à mon acte  
en date du **20 SEP. 2019**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale

**Frayère d'ERQUINGHEM-LYS**

Violaine DÉMARET



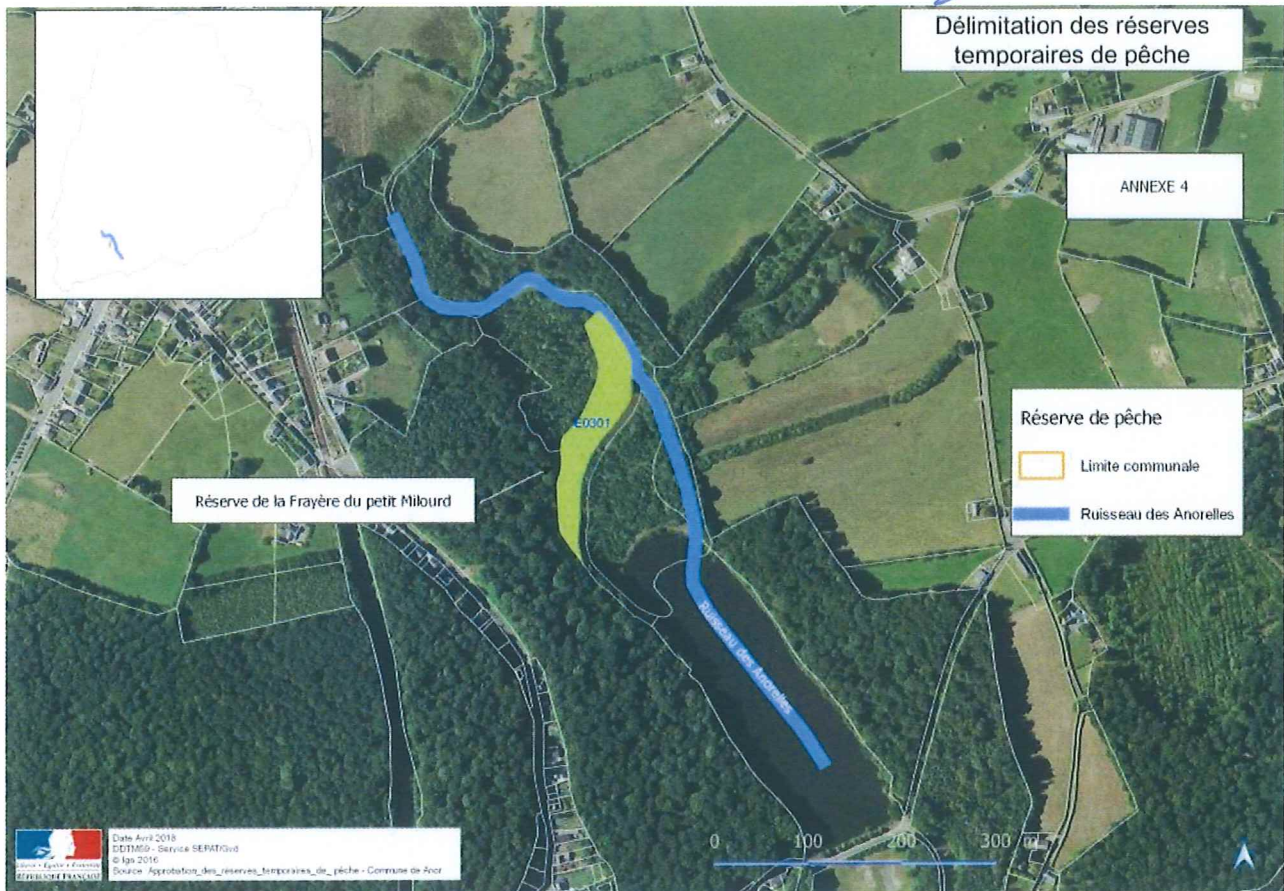


VU POUR ETRE ANNEXE à mon acte  
en date du **20 SEP. 2019**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale

**Frayère d'ANOR**

Violaine DÉMARET





## PRÉFET DU NORD

Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer  
Service Eau Environnement

### **Arrêté de régulation des populations de grands cormorans (*phalacrocorax carbo sinensis*) Autorisation individuelle de destruction par tir de spécimens pour la campagne d'hivernage 2019-2020**

-----  
Le préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Nord  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive européenne 79/409/CEE du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-1, L.411-2 et L.431-6 et R.411-1 à R.411-14 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel LALANDE, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 avril 1981 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2010 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*phalacrocorax carbo sinensis*) et notamment son article 13 fixant les conditions spécifiques pour la mise en œuvre des opérations complémentaires de destruction par tir ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2019 fixant les quotas départementaux dans les limites desquelles des dérogations aux interventions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*phalacrocorax carbo sinensis*) pour la période 2019-2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 modifié portant délégation de signature à Madame Violaine DÉMARET, secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Vu le compte rendu du groupe de travail chargé d'examiner la situation des populations de certaines espèces d'oiseaux en date du 15 mai 2019 ;

Vu le compte-rendu de régulation des populations de grands cormorans rédigé par Monsieur Bernard COLLIN en date du 8 mars 2019 ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au grand cormoran (*phalacrocorax carbo sinensis*) sur les piscicultures en étangs ;

Considérant que la grande vulnérabilité des espèces piscicoles pendant les opérations d'alevinage ou de vidange réalisées entre le 29 février 2020 et le 30 avril 2020 justifie une prolongation de la période de tir ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer et de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture du Nord ;



## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> - Monsieur Bernard COLLIN, exploitant de piscicultures sur le territoire de la commune de TRELON est autorisé à détruire par tir des spécimens de grand cormoran pour la campagne 2019-2020 ;

Article 2 - Le nombre maximum d'oiseaux pouvant être prélevés sur les étangs ci-dessous mentionnés en article 5 est de 40.

Article 3 - La présente autorisation est délivrée en application des dispositions prévues par l'arrêté du 26 novembre 2010 fixant les modalités de mise en œuvre du plan de gestion du grand cormoran (*phalacrocorax carbo sinensis*) et le volume maximal de prélèvements autorisés pour le département du Nord pour la campagne d'hivernage 2019-2020.

Article 4 - Les personnes désignées ci-après, sont autorisées à procéder à des prélèvements d'oiseaux de l'espèce *phalacrocorax carbo sinensis* pour la campagne d'hivernage 2019-2020 :

Exploitant : Monsieur Bernard COLLIN

Ayant droit : Monsieur Hervé HANNECART

Article 5 - Des opérations de régulation sont autorisées sur les étangs de production piscicole exploités par monsieur Bernard COLLIN, et sur les eaux libres périphériques, à savoir :

- Etang du Hayon : commune de TRELON
- Etang des Garde-Robes : commune de TRELON
- Etang du Loroing : commune de TRELON

Article 6 - Période autorisée pour les interventions.

Les tirs pourront être effectués de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 30 avril 2020.

Les tirs ne pourront être réalisés qu'en journée, soit durant la période comprise entre l'heure précédant le lever du soleil et l'heure suivant le coucher du soleil.

Les tirs seront suspendus une semaine avant la date du dénombrement national du grand cormoran et autres oiseaux d'eau.

L'utilisation d'effaroucheur sonore à l'aide de canon à gaz est interdit à partir du mois d'avril.

Article 7 - Les tirs pourront être réalisés jusqu'à 100 mètres des rives du plan d'eau.

Les tireurs devront être munis de leur permis de chasser dûment validé pour le lieu et le temps.

Les tireurs devront respecter les règles générales de la police de la chasse, y compris l'interdiction de l'emploi de la grenaille de plomb dans les zones humides.

Article 8 - La présente autorisation doit être présentée à toute réquisition des services de contrôle ; elle peut être retirée en cas de non-respect des conditions imposées pour son utilisation ou dans le cas où le quota cité à l'article 2 a été atteint.

Article 9 - Les bénéficiaires établiront un compte rendu provisoire d'exécution qui précisera le ou les lieux ainsi que le nombre d'oiseaux détruits au 30 avril 2020.

Les bagues récupérées sur les oiseaux tirés seront adressées au directeur départemental des territoires et de la mer du Nord.

Article 10 - Les comptes rendus cités à l'article 9 du présent arrêté devront être transmis à la direction départementale des territoires et de la mer du Nord pour le 10 mai 2020, à défaut, il ne pourra être délivré de nouvelle autorisation pour l'année suivante.

Article 11 - Le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord, la secrétaire générale de la préfecture du Nord, le chef du service départemental Nord de l'agence française de biodiversité, le chef du service départemental Nord de l'office national de la chasse et de la faune sauvage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur Bernard COLLIN et dont copie sera adressée pour information au Sous-Préfet d'AVESNES-SUR-HELPE ainsi qu'aux membres du comité départemental de suivi chargé d'examiner la situation des populations de grands cormorans. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Fait à Lille, le **20 SEP. 2019**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale

  
Violaine DÉMARET



## PRÉFET DU NORD

Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer  
Service Eau Environnement

### **Arrêté de régulation des populations de grands cormorans (*phalacrocorax carbo sinensis*) Autorisation individuelle de destruction par tir de spécimens pour la campagne d'hivernage 2019-2020**

-----  
Le préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Nord  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive européenne 79/409/CEE du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-1, L.411-2 et L.431-6 et R.411-1 à R.411-14 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel LALANDE, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 avril 1981 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2010 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*phalacrocorax carbo sinensis*) et notamment son article 13 fixant les conditions spécifiques pour la mise en œuvre des opérations complémentaires de destruction par tir ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2019 fixant les quotas départementaux dans les limites desquelles des dérogations aux interventions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*phalacrocorax carbo sinensis*) pour la période 2019-2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 modifié portant délégation de signature à Madame Violaine DÉMARET, secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Vu le compte rendu du groupe de travail chargé d'examiner la situation des populations de certaines espèces d'oiseaux en date du 15 mai 2019 ;

Vu la demande de régulation rédigée par Monsieur Pierre DE MERODE en date du 28 mars 2019 ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au grand cormoran (*phalacrocorax carbo sinensis*) sur les piscicultures en étangs ;

Considérant que la grande vulnérabilité des espèces piscicoles pendant les opérations d'alevinage ou de vidange réalisées entre le 29 février 2020 et le 30 avril 2020 justifie une prolongation de la période de tir ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer et de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture du Nord ;



## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> – Monsieur Pierre DE MERODE, exploitant de piscicultures sur le territoire des communes de TRELON et WALLERS-EN-FAGNE est autorisé à détruire par tir des spécimens de grand cormoran pour la campagne 2019-2020 ;

Article 2 - Le nombre maximum d'oiseaux pouvant être prélevés sur les étangs ci-dessous mentionnés en article 5 est de **10**.

Article 3 - La présente autorisation est délivrée en application des dispositions prévues par l'arrêté du 26 novembre 2010 fixant les modalités de mise en œuvre du plan de gestion du grand cormoran (*phalacrocorax carbo sinensis*) et le volume maximal de prélèvements autorisés pour le département du Nord pour la campagne d'hivernage 2019-2020.

Article 4 - Les personnes désignées ci-après, sont autorisées à procéder à des prélèvements d'oiseaux de l'espèce *phalacrocorax carbo sinensis* pour la campagne d'hivernage 2019-2020 :  
Ayant droit : Monsieur Hervé HANNECART

Article 5 - Des opérations de régulation sont autorisées sur les étangs de production piscicole exploités par monsieur Pierre DE MERODE, et sur les eaux libres périphériques, à savoir :

- Etang de la Folie : communes de TRELON et WALLERS EN FAGNE
- Etang du Vivier : commune de WALLERS EN FAGNE

Article 6 - Période autorisée pour les interventions.

Les tirs pourront être effectués de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 30 avril 2020.

Les tirs ne pourront être réalisés qu'en journée, soit durant la période comprise entre l'heure précédant le lever du soleil et l'heure suivant le coucher du soleil.

Les tirs seront suspendus une semaine avant la date du dénombrement national du grand cormoran et autres oiseaux d'eau.

L'utilisation d'effaroucheur sonore à l'aide de canon à gaz est interdit à partir du mois d'avril.

Article 7 - Les tirs pourront être réalisés jusqu'à 100 mètres des rives du plan d'eau.

Les tireurs devront être munis de leur permis de chasser dûment validé pour le lieu et le temps.

Les tireurs devront respecter les règles générales de la police de la chasse, y compris l'interdiction de l'emploi de la grenaille de plomb dans les zones humides.

Article 8 - La présente autorisation doit être présentée à toute réquisition des services de contrôle ; elle peut être retirée en cas de non-respect des conditions imposées pour son utilisation ou dans le cas où le quota cité à l'article 2 a été atteint.

Article 9 - Les bénéficiaires établiront un compte rendu provisoire d'exécution qui précisera le ou les lieux ainsi que le nombre d'oiseaux détruits au 30 avril 2020.

Les bagues récupérées sur les oiseaux tirés seront adressées au directeur départemental des territoires et de la mer du Nord.

Article 10 - Les comptes rendus cités à l'article 9 du présent arrêté devront être transmis à la direction départementale des territoires et de la mer du Nord pour le 10 mai 2020, à défaut, il ne pourra être délivré de nouvelle autorisation pour l'année suivante.

Article 11 - Le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord, la secrétaire générale de la préfecture du Nord, le chef du service départemental Nord de l'agence française de biodiversité, le chef du service départemental Nord de l'office national de la chasse et de la faune sauvage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur Pierre DE MERODE et dont copie sera adressée pour information au Sous-Préfet d'AVESNES-SUR-HELPE ainsi qu'aux membres du comité départemental de suivi chargé d'examiner la situation des populations de grands cormorans. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Fait à Lille, le **20 SEP. 2019**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale

  
Violaine DÉMARET

COMMISSION LOCALE D'AGRÈMENT ET DE CONTRÔLE NORD

**Délibération n°AUT-N1-2019-09-12-A-00104985  
portant refus de délivrance d'une autorisation  
d'exercer**

GROUP COR  
A l'attention du dirigeant  
52, rue Carnot  
59450 SIN LE NOBLE

La Commission locale d'agrément et de contrôle Nord après en avoir délibéré,

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, en ses parties législative et réglementaire ;

Vu l'article R. 40-29 du code de procédure pénale ;

Vu le décret n° 2010-569 du 28 mai 2010 modifié relatif au fichier des personnes recherchées ;

Vu le décret n° 2015-648 du 10 juin 2015 relatif à l'accès au traitement d'antécédents judiciaires et au fichier des personnes recherchées ;

Vu le décret n° 2016-515 du 26 avril 2016 relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité et au Conseil national des activités privées de sécurité ;

Considérant que le dirigeant ou gérant, a saisi la Commission locale d'agrément et de contrôle Nord par courrier en date du 04/06/2019 afin d'obtenir une autorisation d'exercer, pour le compte de l'établissement GROUP COR sis 52, rue Carnot 59450 SIN LE NOBLE.

Considérant qu'aux termes de l'article R612-6 code de la sécurité intérieure, la demande d'autorisation comprend les justifications requises par l'article L612-6 du même code et en particulier la preuve de l'aptitude professionnelle de son dirigeant ;

Considérant que Monsieur Alexandre CHATEAUX, gérant de la société précitée, s'est vu refuser la délivrance d'un agrément dirigeant le 12/09/2019 par la Commission locale d'agrément et de contrôle Nord (Délibération n° AGD-N1-2019-09-12-A-00104967) ;

Considérant, dans ses conditions, que la société ne remplit pas les conditions nécessaires à la délivrance d'une autorisation d'exercer ;

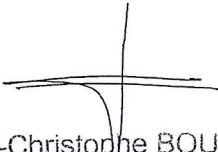
**DECIDE**

Article 1 : En application des articles L. 612-9 à L612-12 du Code de la sécurité intérieure, la délivrance d'une autorisation d'exercer à GROUP COR, sis 52, rue Carnot 59450 SIN LE NOBLE et de numéro SIRET ou autre référence 84973976800018, est refusée.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e).

Fait à Lille, le 19/09/2019

Pour la Commission locale d'agrément et de contrôle Nord  
Le Président

  
Jean-Christophe BOUVIER

20 138 206 5735 2

*Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour former un recours administratif préalable obligatoire auprès de la Commission nationale d'agrément et de contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS), située 2-4-6 boulevard Poissonnière – 75 009 PARIS. La Commission nationale statuera sur le fondement de la situation de fait et de droit prévalant à la date de sa décision. Ce recours est obligatoire avant tout recours contentieux. Le recours contentieux peut être exercé auprès du tribunal administratif du lieu de votre résidence dans les deux mois à compter soit de la notification de la décision expresse prise par la Commission nationale d'agrément et de contrôle, soit de l'acquisition de la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par la Commission nationale d'agrément et de contrôle pendant deux mois à compter de la date de la réception du recours administratif préalable obligatoire.*